Vers la révolution d’octobre

Les effets négatifs de la défaite dans les Journées de juillet furent de courte durée. Certes, dans les jours qui suivaient, quelques secteurs ont tenu les bolcheviks comme responsables de l’échec d’un soulèvement prématuré. Mais les leçons tirées, surtout par les ouvriers les plus politiquement conscients, ont été plus profondes et plus durables.

D’abord, l’idée qu’il suffirait de mettre suffisamment de pression sur les dirigeants mencheviks et SR pour qu’ils rompent avec le Gouvernement provisoire et assument le pouvoir s’est révélée inopérante. Les dirigeants du Soviet avaient refusé le pouvoir qu’on leur offrait, ils avaient refusé de rompre avec la bourgeoisie. Pire encore, ils ont partagé la responsabilité pour l’appel à des troupes loyales au gouvernement et pour la répression qui s’en est suivie. Il subsistait une aspiration à l’unité de la « démocratie révolutionnaire » (1) qui se manifestera fortement encore à certains moments. Mais pour la masse des ouvriers qui voulait tout le pouvoir aux soviets, il devenait de plus en plus clair que le seul parti qui allait se battre pour cela était le Parti bolchevik, dont les forces et l’influence recommençaient à croître dès le mois d’août.

Le coup de Kornilov

Un moment clef dans le déroulement du processus révolutionnaire et la montée de l’influence bolchevique était le coup manqué de Kornilov. Lavr Kornilov était un officier tsariste qui, comme beaucoup d’autres, s’était mis au service du Gouvernement provisoire après la révolution de février, sans changer d’idées. Il a été nommé commandant en chef des armées russes en juillet. Farouche partisan du rétablissement de l’ordre, il avait déjà voulu utiliser la force contre les manifestations d’ouvriers et de soldats en avril. Au mois

d’août, les idées de Kornilov convenaient parfaitement aux attentes des cercles bourgeois, le Parti Kadet, les patrons et la caste d’officiers, qui voulaient tous un pouvoir fort.

Du 12 au 14 août il s’est déroulé à Moscou une Conférence d’Etat, qui n’avait aucune fonction législative. Appelée à l’initiative de Kerensky, son objectif était de mobiliser les soutiens pour l’action de son gouvernement. La Conférence rassemblait la fine fleur de la haute société russe : les industriels, les banquiers, la caste militaire, le personnel politique bourgeois ; et, dans un rôle subordonné, les représentants des Comités exécutifs des congrès panrusses des ouvriers et soldats et des paysans, ainsi que les syndicats. Les bolcheviks avaient décidé de boycotter l’évènement. Mais ceux de Moscou ont appelé à la grève pour bien accueillir les 2.500 participants. L’appel était tellement réussi que même les serveurs à la Conférence ont cessé le travail : les dignitaires ont dû se servir eux-mêmes.

Kornilov était reçu comme un héros, celui qui allait établir une dictature et sauver la Russie de la pagaille révolutionnaire. Il était clair que la grande majorité de cette assemblée était prête à soutenir un coup d’état mené par lui. Il était donc sûr d’avoir le soutien des militaires, des milieux d’affaires et des partis de droite. De ce point de vue-là, le rapport de forces lui était très favorable et Kerensky commençait à craindre pour sa propre position. Il est probable que dans la tête de Kornilov, dans sa vision du monde, le soutien des ailes militaire et civile des classes dirigeantes suffisait pour garantir le succès de son entreprise. Il semble ne s’être jamais posé la question de l’attitude et des réactions possibles des ouvriers, des soldats et des marins. Cette erreur se révèlera fatale.

Le 27 août Kornilov a ordonné à ses troupes d’avancer sur Petrograd. Auparavant il y avait eu des rapports plus qu’ambigus entre lui et Kerensky. Kornilov a pu penser à un

moment, que Kerensky lui laissera faire son coup. Ce dernier n‘avait aucun problème avec un gouvernement autoritaire, simplement il préférait qu’il soit à ses ordres et pas à ceux de Kornilov. Il s’est donc retourné au dernier moment. Il a ainsi perdu sur tous les tableaux. Les ouvriers lui reprochaient sa collaboration avec Kornilov, la bourgeoisie sa rupture de dernière minute avec le général.

Le Soviet mobilise contre Kornilov

En recevant les premières informations sur le progrès de Kornilov, le Soviet et les partis qui le composaient commençaient à discuter de leur riposte. Après quelques hésitations, les partis majoritaires continuaient à soutenir Kerensky. Les bolcheviks, tout en déclarant que « le gouvernement provisoire a créé les conditions pour la contre-révolution », laissaient faire. En partie, parce que l’essentiel était de réaliser la plus grande unité des forces démocratiques pour battre Kornilov. Dans ce but le Soviet a créé un Comité de lutte contre la contre-révolution. Mais aussi parce que les bolcheviks étaient eux-mêmes divisés, comme depuis le début de la révolution. A chaque étape jusqu’à et, comme on verra, au-delà de la prise du pouvoir en octobre, une aile droite dont le représentant le plus actif était Kamenev cherchait à chaque tournant des compromis avec les défensistes (2).

A ce moment, l’essentiel était pourtant ailleurs. La contre-révolution ne sera pas battue par des résolutions du Soviet, ni par Kerensky, mais par la mobilisation des ouvriers et soldats. Et dans cette mobilisation les bolcheviks ont joué un rôle de premier plan. La résistance se déroulait sur plusieurs plans. Militaire, avec le dispositif défensif mis en place autour de Petrograd par les gardes rouges des usines et les soldats de la garnison. Syndicale, avec notamment le rôle central des cheminots, qui empêchaient les trains transportant les troupes de Kornilov d’avancer, y compris en arrachant les

rails. Et last but not least, par une agitation politique visant à démobiliser les troupes de Kornilov.

Alors que les soldats étaient bloqués dans leurs trains qui ne bougeaient pas, les agitateurs bolcheviques descendaient pour s'adresser à eux. La démarche était fructueuse. En premier lieu les troupes n'étaient pas enthousiastes pour la relance des offensives militaires, ce qui aurait été un résultat d'une victoire de Kornilov. Ensuite Kornilov ne leur avait pas expliqué que son but était de dissoudre le Soviet, de renverser le gouvernement Kerensky et d'instaurer une dictature militaire. Une composante clef des forces de Kornilov était constituée par l'élite Division sauvage, composée de combattants musulmans, tchétchènes et autres, venant du Caucase du Nord. Ces troupes ont été entourées d'ouvriers venus de Petrograd, mais aussi par une centaine de marins de la flotte de la Baltique, qui avaient précédemment été attachés à la division comme mitrailleurs. Parallèlement, la division a reçu la visite d'une délégation de l'Union des soviets musulmans. Parmi les délégués, le petit-fils du légendaire Shamil, qui avait dirigé la résistance tchétchène contre les Russes au 19e siècle, avec le soutien enthousiaste d'un certain Karl Marx. La Division sauvage a fini par hisser un drapeau rouge sur lequel était inscrit « Terre et liberté ». Quand le représentant de l'état-major a protesté, il était mis aux arrêts.

Du fait de l'efficacité de cette agitation politique, qui avait permis de désarticuler les forces de Kornilov, il n'y avait en fait quasiment pas de combats. Le coup contre-révolutionnaire s'est effondré.

Les bolcheviks deviennent majoritaires dans les soviets

La défaite de Kornilov et le rôle joué par les bolcheviks renforçaient davantage la position de ces derniers. Au cours

du mois de septembre, ils ont gagné la majorité dans les soviets de Petrograd et Moscou et dans de nombreuses autres villes. Les mencheviks et les SR ont dû constater le départ d'un nombre considérable de leurs militants, qui ont rejoint les bolcheviks. Parallèlement une opposition se développait dans le Parti socialiste-révolutionnaire, et son aile gauche, qui deviendra bientôt un parti séparé, convergeait avec les bolcheviks sur de nombreux points. Pourtant sur la route vers l'insurrection du 25 octobre il y avait encore des obstacles à surmonter. Les plus importants venaient de l'intérieur du Parti bolchevique lui-même. Mais avant d'en arriver là, regardons la situation et les préoccupations de la classe ouvrière de Petrograd.

Dans un processus révolutionnaire qui se déroule sur huit mois, il y a des phases qui se suivent et ne se ressemblent pas. La révolution de février était le produit de manifestations et grèves ouvrières spontanées et du passage des soldats du côté du peuple. Elle n'était dirigée par aucun parti, même si les militants des partis y ont joué un rôle très actif. Pendant une période de deux mois, la masse des ouvriers et soldats acceptait la situation de double pouvoir entre le Soviet et le Gouvernement provisoire. Tout le monde baignait dans la joie d'avoir renversé le tsarisme.

En juin-juillet le climat était tout autre. Une grande partie des ouvriers et des soldats de Petrograd n'avait déjà plus aucune confiance dans le Gouvernement provisoire et faisait leur le mot d'ordre des bolcheviks « Tout le pouvoir aux soviets ». Cette poussée, qui avait commencé parmi les soldats, débordait tous les partis, y compris et surtout les bolcheviks. La direction du parti essayait de freiner le mouvement, mais beaucoup de ses militants de base et ses structures intermédiaires y participaient.

La Révolution d'octobre

La révolution d’octobre était tout à fait autre chose. On peut dire les choses ainsi : en février, les bolcheviks ont dû courir pour attraper les masses. En juillet, ils ont dû les freiner pour éviter une grave défaite. Dans les deux cas, le parti n’était pas à l’initiative. En octobre il l’était.

Cela ne veut pas dire que l’insurrection d’octobre était l’œuvre des seuls bolcheviks. Parmi les milliers de participants à l’insurrection il y avait les gardes rouges des usines, des marins de la flotte de la Baltique, surtout ceux de Kronstadt, des soldats de la garnison de Petrograd, parmi eux les SR de gauche et une partie des anarchistes. Mais l’insurrection fut dirigée par le Parti bolchevique. En dernier ressort par son Comité central, au niveau opérationnel par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd. Le président du CMR était un SR de gauche, mais la plupart de ses membres étaient bolcheviks et son vrai chef était Trotsky.

A la différence de celle de février, la révolution d’octobre n’était pas l’aboutissement d’un déferlement irrésistible des masses. Elle était la réponse nécessaire à une situation catastrophique. Le titre de la brochure écrite par Lénine en Septembre 1917 est éloquent : « La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». Le premier sous-titre de cette brochure était «La Famine menace». Il n’y avait là aucune exagération. A Petrograd, en automne 1917, la famine menaçait vraiment. Et pas seulement la famine, mais un chômage de masse. Le transport ferroviaire était complètement désorganisé et les usines avaient du mal à tourner.

Les patrons en rajoutaient en sabotant la production afin de pouvoir fermer les usines, licencier en masse, déménager leur production dans l’Oural, se débarrasser de la classe ouvrière révolutionnaire de Petrograd. Les ouvriers, avec leurs comités d’usine, se battaient tous les jours pour garder leurs emplois, empêcher la fermeture des usines, nourrir leurs

familles. La classe ouvrière de Petrograd était pour le pouvoir des soviets, elle soutenait les bolcheviks. Mais elle était sur la défensive. Dans cette situation, les bolcheviks furent ni débordés ni poussés en avant par la masse. C'était à eux de prendre l'initiative. Et c'est cette question qui dominait les débats dans le parti et surtout dans sa direction. Fallait-il, oui ou non, que le parti prenne l'initiative pour renverser le Gouvernement provisoire et instaurer le pouvoir des soviets ?

Deux courants dans le Parti bolchevique

Revenons un peu en arrière. Suite aux Journées de juillet les bolcheviks ont tenu leur congrès. Lénine, passé dans la clandestinité, était physiquement absent mais politiquement présent. D'autres dirigeants comme Trotsky et Kamenev étaient en prison. Le congrès témoignait, d'une manière plutôt voilée, de l'existence de deux courants dans le parti. Lénine considérait que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » était dépassé, relevant d'une période où un passage pacifique au pouvoir des soviets était possible, alors que maintenant il faudrait prendre le pouvoir par la force. Suite au congrès, le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux soviets » disparaissait de la presse bolchevique pendant tout le mois d'aout, pour revenir après le coup de Kornilov. Il est clair que Lénine se trompait : sans soutenir forcément les dirigeants actuels des soviets, la classe ouvrière gardait confiance dans ces structures d'auto-organisation. D'ailleurs, une grande partie des cadres du parti le comprenait. Mais le vrai débat était centré sur la nécessité de prendre le pouvoir.

Suite à l'épisode Kornilov et la résistance commune avec les mencheviks et les SR, Lénine a brièvement envisagé un retour à la perspective d'un transfert pacifique du pouvoir aux soviets, déboussolant certains de ses camarades les plus proches. Mais le ralliement de ces partis à un nouveau gouvernement Kerensky, un « directoire » responsable devant

personne, donc une dictature en herbe, a mis fin à cette idée.

Dès lors, Lénine a mené un combat inlassable dans le parti en faveur d'une insurrection. Devant le refus du CC de publier ses articles, il est revenu à Petrograd sans son autorisation. A partir du début octobre, il a commencé à s'adresser aux instances intermédiaires du parti, tels le Comité de Pétersbourg, le Bureau régional de Moscou et les directions des organisations bolcheviques parmi les marins et les soldats. Il a fini par avoir gain de cause, à travers deux réunions du CC, les 10 et 16 octobre.

Pourquoi a-t-il pu gagner ? Pas simplement parce qu'il jouissait d'une grande autorité dans le parti, bien que cela soit vrai, ni parce qu'il était têtu. Il était profondément convaincu de deux choses. D'abord que la situation matérielle des ouvriers, qui se dégradait, rendait urgente une prise de pouvoir. Ensuite, que si la situation actuelle continuait, il y aurait des mouvements de résistance spontanés et éclatés, permettant à un gouvernement même aussi faible que celui de Kerensky de les réprimer les unes après les autres et imposer une vraie dictature contre-révolutionnaire. Le point de vue de Lénine trouvait un écho plus important dans les instances intermédiaires du parti et à sa base que dans son comité central. C'est pourquoi à chaque fois qu'il rencontrait une forte opposition au sommet il était prêt à s'appuyer sur les cadres et militants de son parti et l'opinion des ouvriers, soldats et marins les plus combatifs.

Lénine insistait, presque seul, qu'il fallait prendre le pouvoir avant l'ouverture du deuxième congrès des soviets, qui était fixé pour le 25 octobre. Il avait raison: on n'organise pas une insurrection après un débat dans une assemblée de plusieurs centaines de personnes, dont une partie soutenait le gouvernement. En continuant à insister sur le rôle du parti, Lénine n'avait pas tort. Mais il n'a pas compris que l'insurrection n'aurait suffisamment de légitimité si elle

était faite au nom d'un parti, même le Parti bolchevique. Ceux qui étaient sur place et qui partageaient la position de Lénine sur le fond, notamment Trotsky, insistaient qu'il fallait prendre le pouvoir au nom du Soviet de Petrograd. Dans cette perspective, le 9 octobre le Comité militaire révolutionnaire du Soviet – a été établi un jour avant le premier vote du CC bolchevique en faveur de l'insurrection…

L'insurrection et le nouveau pouvoir

Le principe de l'insurrection avait été décidé, mais pas la date. A partir du 21 octobre, le CMR commençait à systématiquement affirmer son autorité sur les unités de la garnison et à mettre la main sur l'essentiel des stocks d'armes et munitions de la ville. Kerensky a compris le danger et s'est résolu à prendre des contre-mesures. Sa première mesure, au matin du 24 octobre, était d'envoyer des troupes à l'imprimerie de la presse bolchevique, qui a été fermée. Peu de temps, après elle a été rouverte par des soldats du régiment Litovsky agissant aux ordres du CMR. C'était en effet le premier pas de l'insurrection. Avec pas mal d'hésitations et de faux pas, elle s'affirmait dans la journée du 24 et la nuit suivante, en s'emparant des gares, centres de télécommunications, casernes et forteresses, du réseau d'électricité. Les ponts sur le fleuve Neva et les principales artères furent mis sous contrôle du CMR. Quand le congrès des Soviets s'est réuni le 25, le seul verrou qu'il restait à faire sauter était le Palais d'Hiver, où s'était retranché le Gouvernement provisoire. Ce sera fait le soir même et les ministres furent arrêtés – sauf leur chef, Kerensky, qui avait réussi à s'échapper.

Pendant que Trotsky faisait un rapport sur le progrès de l'insurrection, Lénine est entré dans la salle, faisant sa première apparition publique depuis presque quatre mois. Devant un tonnerre d'applaudissements il a fait une brève allocution qui se terminait ; « En Russie nous devons

maintenant nous consacrer à la construction d'un Etat socialiste prolétarien. Vive la révolution socialiste mondiale ». Plus tard, il présentera des projets de décrets sur les questions clefs de la paix, la terre, la légalisation du contrôle ouvrier dans les usines, qui furent adoptés par le congrès et constitueront le programme du nouveau pouvoir.

L'insurrection avait été effectuée par les secteurs les plus décidés parmi les ouvriers, soldats et marins. Mais elle a été accueillie avec enthousiasme dans les usines. D'abord, pour le fait que le pouvoir des soviets avait été établi, ensuite pour ses premiers décrets. Sans ce soutien, qui était massif, soit l'insurrection n'aurait pas eu lieu, soit le nouveau pouvoir ne serait pas resté longtemps en place.

Sur 670 délégués au congrès, 300 étaient bolcheviks. Avec l'apport des SR de gauche, qui avaient participé à l'insurrection, ils étaient majoritaires. Et encore plus majoritaire après le départ des mencheviks et des SR, qui ont quitté la salle, en apparence pour protester contre « le coup d'Etat bolchevique », en réalité parce qu'ils étaient farouchement opposés au pouvoir des soviets.

La gauche menchevique, les mencheviks internationalistes, dirigés par Martov, sont restés un peu plus longtemps, condamnant eux aussi le « coup d'état » et exigeant un gouvernement de toute la démocratie, avant de quitter la salle. Ce gouvernement de « toute la démocratie », devait aller des socialistes les plus à droite aux bolcheviks, de ceux qui soutenaient le Gouvernement provisoire et ceux qui venaient de le renverser, de ceux qui étaient pour la guerre et ceux qui se battaient contre. Un tel attelage semble a priori absurde. Il l'était, pour ceux qui soutenaient le pouvoir des soviets dans une perspective de révolution socialiste. Pour ceux qui pensaient, comme les mencheviks, même de gauche, et de fait la minorité droitière du Parti bolchevik, qu'il fallait une période prolongée de

développement capitaliste et de démocratie avant de pouvoir parler de socialisme, il ne l'était pas. Et la confrontation entre ces deux allait dominer la première semaine du nouveau régime. Pour l'instant, le premier gouvernement des soviets (le Conseil des commissaires du peuple) était entièrement bolchevique, les SR de gauche préférant attendre pour voir si un gouvernement plus large était possible.

Le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd, sous la direction bolchevique, avait mené l'insurrection pour transférer le pouvoir au deuxième congrès des soviets. Il n'y avait en principe aucun problème avec la participation au gouvernement de partis qui reconnaissaient le pouvoir des soviets. Et c'était bien là la ligne de division. Pour la droite de la démocratie révolutionnaire, les mencheviks et les SR, la réponse coulait de source : ils n'allaient pas rompre leur alliance avec la bourgeoisie et leur soutien à Kerensky, ils n'allaient pas reconnaître le pouvoir des soviets. Pour Martov et son courant il y avait un choix à faire. Ils auraient pu pour le moins choisir de rester au congrès comme « opposition loyale ». Plus tard, ils ont fait ce choix. Mais au moment où l'avenir du pouvoir de soviets était en jeu, ils ont quitté le congrès.

Un gouvernement de « toute la démocratie » ?

Pour comprendre comment la question d'un « gouvernement de toute la démocratie » a pu prendre tellement d'importance, il faut regarder la situation au lendemain de l'insurrection. A Petrograd, l'insurrection avait triomphé et le Gouvernement provisoire avait été renversé Mais ce qui se passait dans le reste du pays était loin d'être clair. Et ensuite, le danger d'une contre-attaque par les forces loyales à Kerensky subsistait à Petrograd même.

Parmi les bolcheviks donc, même et peut-être surtout au Comité central, la peur de l'isolement et d'une victoire de la contre

révolution était réelle. Dans cette situation, deux choses se passaient en parallèle. D'un côté, des pourparlers pour la formation d'un gouvernement large, de l'autre le combat contre les forces de Kerensky.

Les pourparlers ont eu lieu sous l'égide du Vikzhel, le syndicat des cheminots, lié aux mencheviks, bien que beaucoup de cheminots de base soutinssent les bolcheviks. Parmi les défensistes, on considérait que le gouvernement bolchevique était dans une situation de grande faiblesse et risquait d'être renversé par les forces de Kerensky. Ils ont donc adopté une attitude extrêmement dure, agressive et arrogante. D'abord, il n'était pas question que le gouvernement soit responsable devant le congrès des soviets. Ensuite, il y avait une surreprésentation des mencheviks et SR, directement et par l'intermédiaire d'une représentation du Comité exécutif qui avait été élu par le premier congrès des soviets en juin, de conseils municipaux, coopératives etc. Enfin, la participation des bolcheviks au gouvernement devait être par principe minoritaire et dans aucun cas Lénine ou Trotsky ne devraient en faire partie. C'est dans ce cadre que le comité central bolchevique a accepté de négocier. Pourquoi ? Pour la plupart d'entre eux, pour gagner du temps, le temps de voir ce qui se passait sur le terrain, ou pour faire la démonstration qu'un tel gouvernement était impossible. Pour Kamenev et ses partisans, parce qu'ils avaient toujours été opposés à l'insurrection, à l'idée d'une révolution socialiste, et qu'ils étaient vraiment prêts à accepter le type de gouvernement qui était proposé.

Le vent tourne

Cet épisode fut pourtant de courte durée. D'abord Lénine et Trotsky, qui n'ont pas participé à cette mascarade de négociations, se sont occupés de la défense de Petrograd. D'abord une révolte des cadets militaires à Petrograd même a dû être maîtrisée. Ensuite des milliers de gardes rouges et de

soldats ont réussi à disperser, dans les environs de la ville, une force de cosaques mobilisés par Kerensky, qui d'ailleurs ne voulaient pas vraiment se battre pour lui et abandonnaient vite. Enfin, après une semaine de combats, l'insurrection a triomphé à Moscou et on recevait des nouvelles de la prise de pouvoir par les soviets un peu partout. Cela mettait les négociations dans un autre rapport de forces : en réalité cela les rendait caduques.

Ensuite, quand le contenu des négociations était connu par les ouvriers et soldats, le soutien pour un gouvernement large s'est évaporé. Le gouvernement large qu'avaient voulu beaucoup d'entre eux devrait être un gouvernement responsable devant le congrès des soviets, pas autre chose. Ce n'est pas par hasard que le seul parti qui a ensuite accepté de participer au gouvernement avec les bolcheviks était le Parti SR de gauche, lequel avait aussi participé à l'insurrection et reconnaissait l'autorité du congrès des soviets.

Une semaine après l'insurrection, Lénine avait repris le dessus. L'évolution des rapports de forces sur le terrain avait coupé l'herbe sous les pieds des partisans d'un gouvernement large, y compris la droite bolchevique. Sommés à cesser leurs actions fractionnelles ou sortir du parti, ils ont choisi de se soumettre, en démissionnant du gouvernement et du CC. Aucune action disciplinaire n'a été prise contre eux et ils ont assez rapidement repris des positions de responsabilité.

Révolution socialiste

La question que Lénine avait commencé à poser dès son retour à Petrograd en avril, celle d'une révolution qui sera socialiste et pas simplement bourgeoise-démocratique, avait trouvé sa réponse dans les faits. Qu'est-ce que cela veut dire ? Simplement que pour répondre aux problèmes concrets de la classe ouvrière, du peuple, de la société russe, il fallait

aller au-delà du capitalisme. Lénine l'avait bien expliqué dans « La Catastrophe imminente ». L'étape bourgeoise de la révolution, si on peut même parler ainsi, n'avait été rien d'autre qu'une démonstration étalée sur huit mois de l'incapacité totale de la bourgeoisie russe. Non seulement à remplir les tâches qu'on attribue à une révolution bourgeoise (démocratie, résolution de la question agraire…),mais même à faire tourner l'économie et nourrir la population. Parce que cette bourgeoisie ne pouvait pas rompre avec la classe de propriétaires fonciers et donner la terre aux paysans et il ne pouvait pas sortir de la guerre et commencer à reconstruire le pays à cause de sa subordination aux impérialismes français et britannique.

Il ne s'agissait pas pour les bolcheviks d'avoir l'illusion de pouvoir construire une société socialiste dans la seule Russie. Lénine parlait de « pas vers le socialisme », en comptant sur la victoire de révolutions socialistes dans les pays plus avancés d'Europe, avant tout l'Allemagne, pour venir à l'aide de la Russie. C'est la défaite de toutes les tentatives de révolution en Europe et l'isolement de la Russie soviétique qui a préparé le terrain pour la dégénérescence de la révolution russe et le stalinisme.

Y avait-il une alternative démocratique à la prise du pouvoir par les soviets? Rien ne permet de l'affirmer. La tendance du Gouvernement provisoire au fil des mois entre février et octobre était vers la dictature, pas la démocratie. Et la bourgeoisie russe était convaincue que seule une dictature pouvait consolider son pouvoir. Le choix dans la Russie de 1917 était soit Kornilov-Kerensky, soit Lénine et les bolcheviks. *Tertium non datur*. Il n'y avait pas de troisième choix.

---

(1) « La démocratie révolutionnaire » ou simplement « la démocratie » désignait la gauche socialiste dans son ensemble.

(2) Le terme « défensistes » décrivait ceux qui soutenaient la guerre impérialiste, contre les « internationalistes » qui y étaient opposés.